



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR LE PROCHE-ORIENT

Trente-quatrième session

Rome (Italie), 7-11 mai 2018

**Transformation agricole dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord
et défis que constituent l'emploi des jeunes et les migrations**

Résumé

Le présent document analyse le lien qui existe entre la transformation de l'agriculture et l'emploi dans la région Proche-Orient et l'Afrique du Nord, où le chômage, notamment des jeunes, représente un défi fondamental. Il rappelle succinctement les origines du problème et met en lumière les réformes de politique générale menées dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire pour éliminer l'écart qui existe entre les zones rurales et urbaines sur le plan des moyens d'existence et des infrastructures, encourager la création d'emplois et ralentir l'exode rural en tenant compte des interdépendances complexes entre les migrations, l'agriculture et le développement rural. Une approche à trois volets est proposée pour réduire la pauvreté, accroître les possibilités d'emploi et assurer une transformation inclusive de l'agriculture.

Suite que la Conférence régionale est invitée à donner

- demander aux États membres et aux autres parties prenantes d'adopter et de mettre en œuvre des stratégies de transformation de l'agriculture fondées sur des données factuelles;
- demander aux États de donner la priorité aux politiques cohérentes qui visent à combler l'écart entre les zones rurales et urbaines et qui contribuent ainsi à éliminer progressivement la pauvreté rurale et urbaine et à diminuer le chômage, en particulier des jeunes, tout en tenant compte des causes, de l'incidence et des tendances de la migration;
- encourager l'investissement public et privé ainsi que les initiatives de financement visant à soutenir la transformation de l'agriculture et à créer des débouchés économiques, en particulier pour la jeune génération.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



NERC34

- donner la priorité au développement de chaînes de valeur et de secteurs de services connexes pour soutenir la croissance économique et créer des emplois ruraux non agricoles;
- prendre appui sur le système alimentaire pour mener à bien une transformation inclusive des territoires ruraux au moyen d'approches territoriales et locales.

I. Introduction

1. Le chômage, en particulier le chômage des jeunes, constitue un défi majeur qui, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, dépasse de loin les niveaux enregistrés dans d'autres régions et ne cesse de s'aggraver depuis 2000. Les causes profondes de ce fléau tiennent à des problèmes économiques et démographiques fondamentaux qui ont récemment empiré en raison des migrations et des déplacements internes de populations victimes des conflits prolongés qui ont touché de nombreux pays de la région. Premièrement, la transformation structurelle de la région a été orientée vers les industries minières et extractives à forte intensité de capital, ce qui a freiné le développement des secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre, notamment le secteur de la transformation des produits agricoles et celui de l'agroalimentaire (encadré 1). Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, 20 pour cent seulement de la production agricole est transformée et les aliments de base demeurent la priorité des dépenses publiques. Face à des taux de croissance démographique et de la population active qui dépassent ceux d'autres régions depuis des décennies, les économies de la région peinent à absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail, d'où un taux élevé de chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes.

2. La transformation structurelle, qui est au cœur du développement économique, a été une arme à double tranchant dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Cette transformation, qui consiste à réaffecter les ressources vers la production d'un surcroît de valeur ajoutée dans les secteurs de l'industrie et des services, a pour effet de doper la croissance économique et d'augmenter les revenus moyens. Or si cette évolution n'est pas accompagnée par des politiques qui facilitent la transformation agricole et rurale (passage de l'agriculture traditionnelle à une agriculture plus productive et expansion de l'économie rurale non agricole qui lui est associée), un écart considérable peut se creuser entre les zones rurales et urbaines, caractérisé par une faible productivité du travail dans l'agriculture, une plus grande pauvreté dans les zones rurales et des disparités dans les domaines de l'éducation, de la santé et d'autres services publics. Cet écart entrave le développement économique des zones rurales, dissuade les investisseurs et aggrave le chômage rural et la pauvreté. Il est également la cause profonde d'un exode rural indésirable qui s'ajoute à des niveaux de chômage et de dénuement déjà très élevés. Il apparaît donc fondamental, pour réduire le chômage et la pauvreté dans la région, de combler l'écart entre les moyens d'existence ruraux et urbains en adoptant des approches de développement plus équilibrées.

3. Le présent document commence par analyser la transformation structurelle qui s'est produite dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord en montrant son lien avec le chômage et les migrations internes/internationales. Il se concentre ensuite sur l'écart entre les zones rurales et urbaines, qui est caractérisé par des disparités au niveau a) de la productivité entre l'agriculture et d'autres secteurs; b) des revenus entre les urbains et les ruraux et c) des prestations de services publics. Le document met enfin en évidence trois groupes de réformes politiques qui visent à réduire les écarts de développement et de revenus entre les zones rurales et urbaines: les politiques de transformation de l'agriculture, de développement rural et territorial et d'amélioration des services publics dans les zones rurales. Ces politiques montrent que l'accent mis sur l'agriculture et le développement rural peut être un catalyseur pour le développement global de l'économie car il permet de diminuer la pauvreté, d'accroître les possibilités d'emploi, de réduire les écarts entre les zones rurales et urbaines, et donc de proposer aux pauvres des zones rurales des solutions et des options viables qui leur permettent d'échapper à la migration.

Encadré 1 . Principales définitions: transformation structurelle et agricole, écart entre les zones rurales et urbaines

On entend par **transformation structurelle** la transition des activités économiques des secteurs primaires (agriculture et exploitation des ressources naturelles) vers l'industrie et les services. Elle se caractérise par une hausse de la productivité dans l'ensemble des secteurs, l'essor de l'économie urbaine, une diminution de la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB), le développement du commerce local et international et un renforcement de la spécialisation et de la division du travail. Si elle n'est pas accompagnée par des politiques axées sur la transformation de l'agriculture, la transformation structurelle crée des disparités importantes en matière de niveau de vie et de pauvreté entre les zones rurales et urbaines, lesquelles sont dues fondamentalement à des écarts de productivité du travail entre l'agriculture traditionnelle et l'industrie et les services.

L'écart entre les zones rurales et urbaines désigne les disparités de niveaux de vie qui existent entre ces deux zones. Il peut être caractérisé par 1) des différences de productivité du travail (et de salaires) entre l'agriculture traditionnelle et l'industrie et les services; 2) des niveaux plus élevés de pauvreté dans les zones rurales; et 3) un accès plus restreint à l'éducation et à l'enseignement professionnel, à la santé et à d'autres services publics dans les zones rurales. L'écart entre les zones rurales et urbaines entraîne une migration accrue des habitants des zones rurales vers les centres urbains.

La **transformation agricole** correspond à la transition entre une agriculture essentiellement de subsistance et des systèmes de production très diversifiés à vocation commerciale. Au niveau de l'exploitation individuelle, le processus favorise la spécialisation et entraîne des économies d'échelle. Le moteur de la transformation agricole est la transformation technologique de l'exploitation, qui touche aussi bien la fourniture d'intrants que la récolte, le stockage et la commercialisation. La transformation est souvent caractérisée par une évolution vers une production à plus forte valeur ajoutée et l'exploitation de nouveaux marchés d'exportation. Ce processus s'inscrit dans un processus de transformation rurale plus large qui comprend également la possibilité de créer des moyens d'existence et des débouchés rémunérateurs dans le secteur rural non agricole et de fournir un meilleur accès aux services et aux infrastructures dans les zones rurales.

Source: Adapté de FAO, 2017.

II. Le chômage dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord

4. Les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord affichent des taux de chômage qui sont constamment plus élevés que dans d'autres régions du monde, en particulier pour les jeunes travailleurs âgés de 15 à 24 ans (tableau 1). Ce problème, qui est profond dans les pays à revenu intermédiaire, ainsi que dans certains pays à revenu élevé de la région, s'est aggravé dans plusieurs d'entre eux au cours des deux dernières décennies. Cependant, le problème du chômage dans les pays de la région Proche Orient et Afrique du Nord ne se limite pas au chômage des jeunes. Il s'agit d'un phénomène général qui touche la plupart des pays à revenu intermédiaire de la région et particulièrement les jeunes et les femmes.

Tableau 1. Chômage: total des femmes et des jeunes, moyennes, 2000-2010, 2011-2015, en pourcentage

	Total		Femmes		Jeunes (15-24)	
	2000-2010	2011-2015	2000-2010	2011-2015	2000-2010	2011-2015
Revenu élevé						
Monde	7	8	7	8	15	18
Arabie saoudite	5	6	15	21	30	29
Bahreïn	1	1	4	4	5	5
Émirats arabes unis	3	4	9	10	9	12
Koweït	1	3	1	3	8	15
Oman	19	18	38	35	47	46
Qatar	2	0	8	2	9	1
Revenu intermédiaire de la tranche supérieure						
Monde	6	6	6	6	15	15
Algérie	18	10	34	17	35	25
Iran (Rép. islamique d')	12	11	18	18	24	25
Iraq	19	15	30	25	39	33
Jordanie	14	13	24	22	31	32
Liban	8	6	11	12	21	21
Libye	19	19	30	28	43	46
Revenu intermédiaire de la tranche inférieure						
Monde	6	5	7	6	13	13
Égypte	10	13	28	35	28	35
Maroc	11	9	11	10	18	19
Mauritanie	14	10	16	12	22	17
République arabe	10	15	24	35	20	33
Soudan	14	13	20	19	23	22
Tunisie	14	17	19	24	30	38
Yémen	15	18	22	38	28	32

Source: Banque mondiale (2018).

III. Transformation structurelle et chômage

5. La transformation structurelle est au cœur de l'industrialisation et de la croissance économique et, à mesure que chaque économie se développe, son évolution se caractérise par trois grands changements structurels:

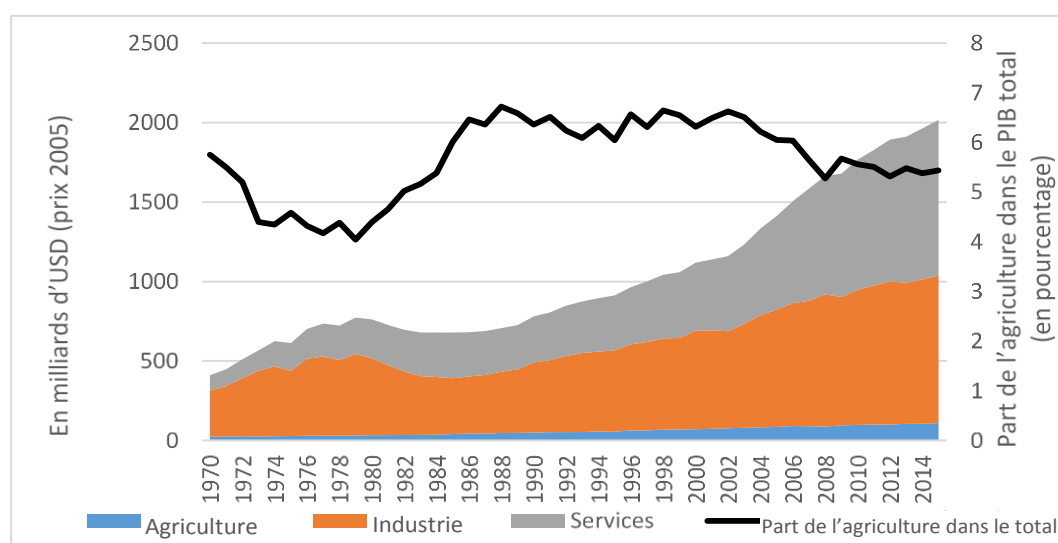
- 1) Une part décroissante de l'agriculture et une part croissante de l'industrie et des services dans le PIB et l'emploi;
- 2) Une transition entre des taux élevés de natalité et de mortalité et des taux bas de natalité et de mortalité (transition démographique);
- 3) Une migration des populations rurales, principalement des zones rurales vers les zones urbaines (urbanisation) (Timmer, 2009).

6. Il n'y a rien d'inévitable dans ces changements mais toutes les économies en développement les subissent dans une certaine mesure lorsqu'elles s'industrialisent.

7. L'évolution du PIB et de l'emploi dans les économies de la région Proche-Orient et Afrique du Nord correspond dans ses grandes lignes au modèle d'industrialisation observé dans d'autres régions.

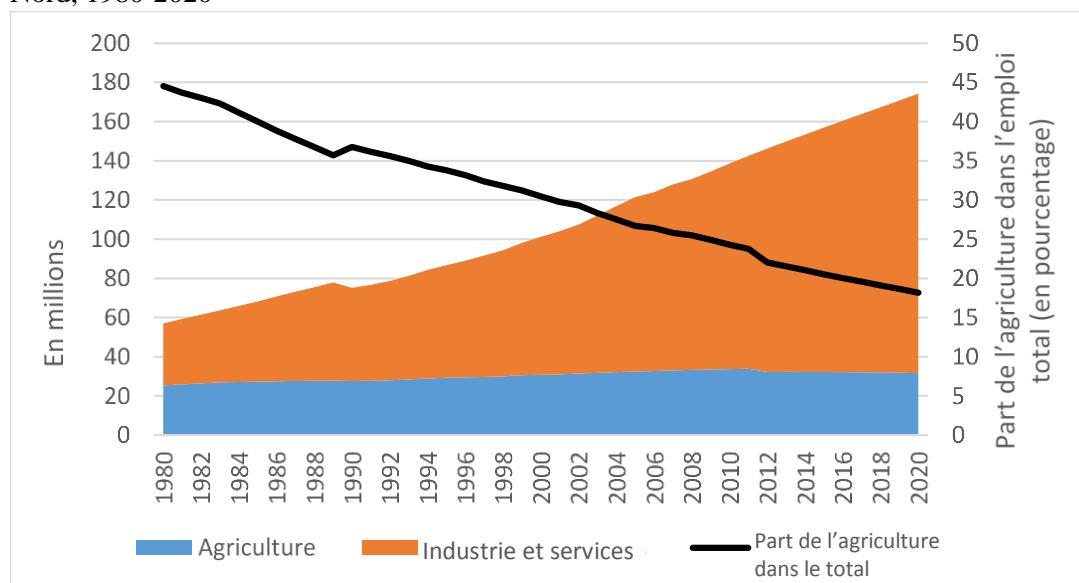
Entre 1970 et 2015, le PIB moyen par habitant dans la région a augmenté de 143 pour cent (USD de 2005), ce qui a permis de relever le niveau de vie moyen (CNUCED, 2018). Les trois secteurs (agriculture, industrie et services) se sont développés au cours des 45 dernières années même si ce sont les secteurs de l'industrie, et surtout des services, qui ont connu la plus forte croissance. Il en résulte que la part du PIB provenant de l'agriculture a lentement diminué (figure 1). La population active a quitté l'agriculture pour travailler dans les secteurs de l'industrie et des services. En effet, la part de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture est passée d'environ 45 pour cent en 1970 à moins de 20 pour cent en 2015 (figure 2). Il reste cependant un différentiel entre la population active qui a quitté l'agriculture et la baisse de la contribution de l'agriculture au PIB. En 2015, 20,5 pour cent de la population active travaillait dans l'agriculture mais ne produisait que 5,4 pour cent du PIB, ce qui signifie que la main-d'œuvre employée dans l'agriculture est encore beaucoup moins productive que dans d'autres secteurs non agricoles.

Figure 1. PIB par secteur dans les économies de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, 1970-2015



Sources: CNUCED, 2017.

Figure 2. Population active par secteur dans les économies de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, 1980-2020

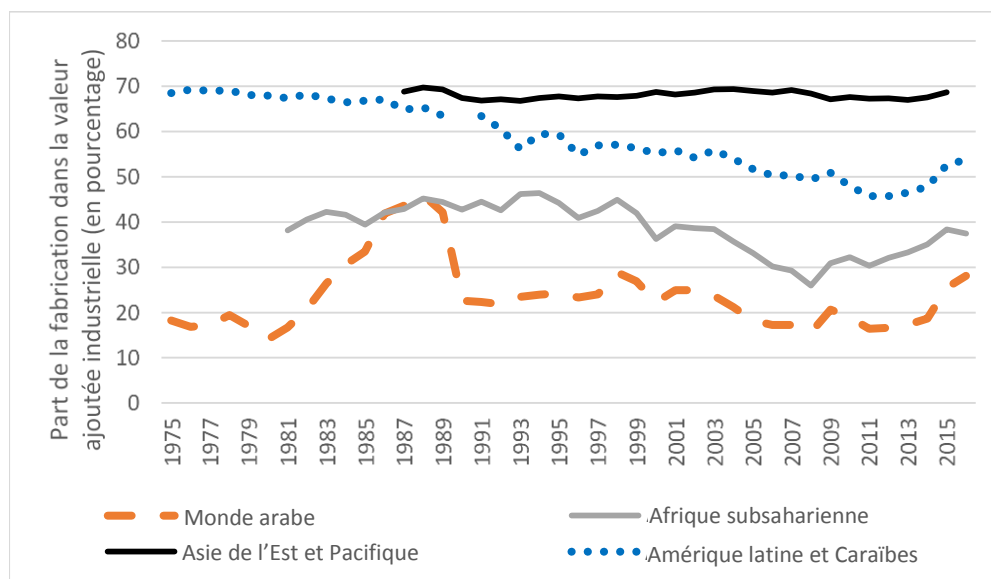


Source: CNUCED, 2017.

A. La transformation structurelle de la région Proche-Orient et Afrique du Nord dans une perspective comparative

8. La transformation structurelle qui s'est produite dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord présente les trois principales caractéristiques des transformations qui ont eu lieu dans d'autres régions. Elle diffère cependant sur trois points essentiels, qui ont chacun contribué au chômage. La première caractéristique, le rôle de la fabrication dans le secteur industriel de la région, est nettement moins marquée que dans d'autres régions (figure 3). Le secteur industriel a été orienté vers des activités minières et extractives à forte intensité de capital, ce qui a freiné le développement des secteurs manufacturiers à forte intensité de main-d'œuvre.

Figure 3. Part de la fabrication dans la valeur ajoutée industrielle par région, 1975-2016



Source: Banque mondiale, 2018.

9. La deuxième caractéristique, la croissance démographique dans la région, est plus manifeste que dans les autres régions depuis les années 1970. Les taux d'accroissement élevés de la population dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord ainsi que les migrations entre les zones rurales et urbaines ont entraîné une forte augmentation de la population active dans le secteur non agricole (tableau 2). La migration rurale peut prendre différentes formes, notamment la migration entre les zones rurales et la migration saisonnière/circulaire. Toutefois, la majorité des ruraux de la région, en particulier les jeunes, ont tendance à quitter les zones rurales pour rejoindre les zones urbaines, principalement pour rechercher de meilleures possibilités d'emploi dans d'autres secteurs que l'agriculture.

Tableau 2. Augmentation annuelle moyenne de la population active dans les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord et dans d'autres pays en développement à l'exclusion des PMA, 1980-2015 (en pourcentage)

	1980-1990	1990-2000	2000-2010	2010-2015
Tous les secteurs confondus				
Région Proche-Orient et Afrique du Nord	2,8	3,0	3,2	2,5
Économies en développement à l'exclusion des PMA	2,8	2,0	1,6	1,4
Secteur agricole				
Région Proche-Orient et Afrique du Nord	0,9	1,1	0,9	-0,9
Économies en développement sauf les PMA	2,1	0,7	0,4	0,1
Secteur non agricole				
Région Proche-Orient et Afrique du Nord	4,2	4,0	4,1	3,5
Économies en développement à l'exclusion des PMA	3,9	3,7	2,8	2,5

Source: CNUCED, 2017.

10. Enfin, la troisième caractéristique, la croissance économique, a été plus lente que dans d'autres régions, un phénomène qui touche globalement aussi bien la région Proche-Orient et Afrique du Nord que les diverses catégories de revenus. Dans l'ensemble, la croissance enregistrée dans les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord au cours des 35 dernières années a été de 1,5 à 2 pour cent plus faible dans l'agriculture et dans l'industrie que dans d'autres pays en développement qui ne sont pas des PMA, tandis que la croissance des services dans les pays de cette région a été de 6 pour cent inférieure à celle d'autres pays en développement (tableau 3). Une des raisons de cette faible croissance tient au climat des affaires et des investissements, qui est moins favorable que dans de nombreux autres pays en développement. Les deux tiers des économies de la région Proche-Orient et Afrique du Nord se trouvent dans la moitié inférieure du classement de la Banque mondiale relatif au climat des affaires, et un seul pays (Émirats arabes unis) dispose d'un environnement commercial comparable aux pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (Banque mondiale, 2017).

Tableau 3. Croissance sectorielle de la région Proche-Orient et Afrique du Nord dans une perspective comparative, 1980-2015

	Augmentation annuelle moyenne de la valeur ajoutée, 1980-2015 (en pourcentage)		
	Agriculture	Services	Industrie
Ensemble de la région			
Région Proche-Orient et Afrique du Nord	3,4	1,9	4,0
Pays en développement à l'exception des PMA	5,3	7,8	6,5
Revenu élevé			
Pays du Conseil de coopération du Golfe	4,3	1,8	4,8
Pays en développement à revenu élevé	5,6	8,2	6,6
Revenu intermédiaire			
Maghreb	3,7	0,3	3,9
Machrek	3,2	3,0	3,3
Pays en développement à revenu intermédiaire	4,8	6,7	6,3

Source: CNUCED, 2017.

B. Chômage structurel

11. Les caractéristiques de la transformation structurelle varient selon les régions même si le chômage, en particulier des jeunes, apparaît souvent comme un trait caractéristique du développement. En 2016, par exemple, le taux de chômage a été le plus élevé en Afrique du Nord (12 pour cent) mais il a également été important en Amérique latine et dans les Caraïbes (8 pour cent), en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest (9 pour cent) et en Europe orientale (6 pour cent) (OIT, 2017). Le taux de chômage des jeunes est nettement supérieur au taux de chômage général dans toutes les régions. On note cependant qu'il a été le plus élevé en Afrique du Nord, s'établissant à 30 pour cent, contre 19 pour cent en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest; il était de 17 pour cent en Europe de l'Est (OIT, 2017).

12. Dans le processus de transformation structurelle, le chômage est un phénomène courant mais un taux d'accroissement élevé de la population et de la main-d'œuvre, une faible croissance économique et un secteur industriel axé essentiellement sur les industries d'extraction à forte intensité de capital sont autant de facteurs qui ont produit des taux de chômage structurel particulièrement élevés dans la région Proche-Orient et Afrique, en particulier chez les jeunes. Ces taux constitueront un défi majeur pour le développement économique de la région car ils ne pourront pas être abaissés par des changements cycliques du prix du pétrole ou d'autres produits. La solution au chômage élevé des jeunes passe par des changements politiques fondamentaux.

C. Les migrations internes et internationales et leur lien avec le chômage

13. Le décalage entre la croissance démographique et la croissance économique n'est pas nouveau dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord puisqu'il est une des causes du chômage structurel qui sévit depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De nombreux jeunes de la région, confrontés à l'un des taux de chômage les plus élevés au monde, peuvent considérer que la migration (interne et internationale) est leur seule chance de survivre et d'échapper à la pauvreté. D'après des données publiées par le Département des affaires économiques et sociales et l'OCDE, les flux migratoires auraient diminué à l'intérieur de la région et augmenté vers les pays de l'OCDE. L'afflux sans précédent de migrants provenant de la région Proche-Orient et Afrique du Nord ces dernières années est toutefois lié aux conflits en Iraq, en Libye, au Soudan, en République arabe syrienne et au Yémen. Les réfugiés sont souvent moins qualifiés que ceux qui ont migré en Europe et dans les pays du Golfe pendant les années 1960 et 1970. Ces derniers comblaient alors un déficit de main-d'œuvre et étaient donc les bienvenus, contrairement aux migrants actuels, qui ont souvent des difficultés à trouver un emploi sur les marchés du travail locaux et dont les revenus sont généralement bien inférieurs à ceux d'autres groupes de migrants.

IV. L'écart entre les zones rurales et urbaines

14. La transformation structurelle, qui se manifeste par une diminution de la part de l'agriculture dans le PIB et la population active, est un effet secondaire de l'accélération de la croissance économique dans les secteurs non agricoles associés à l'industrialisation. Cependant, la transformation structurelle et l'industrialisation qui la sous-tend ne sont pas suffisantes pour parvenir à une croissance généralisée et inclusive de l'économie. En effet, si elle n'est pas accompagnée par des politiques qui facilitent la transformation inclusive des zones agricoles et rurales, cette transformation peut produire des disparités importantes entre les zones rurales et urbaines sur le plan du niveau de vie et de la pauvreté en raison des écarts de productivité du travail qui existent entre l'agriculture traditionnelle et les secteurs de l'industrie et des services.

15. L'écart entre les zones rurales et urbaines et l'aggravation des inégalités sont une caractéristique commune des transformations dans toutes les régions du monde. Cet écart présente trois caractéristiques principales:

- il est étroitement lié à la transformation structurelle;

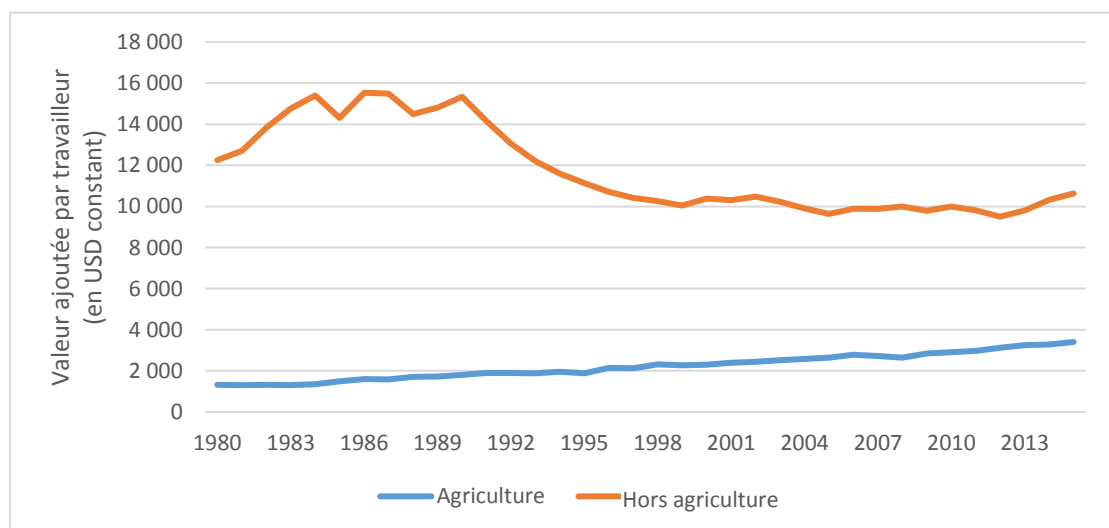
- il est aggravé par les inégalités d'accès aux infrastructures, aux services publics, aux transports et aux possibilités d'éducation;
- il mène à la pauvreté et au chômage dans les zones rurales et urbaines.

A. L'écart entre les zones rurales et urbaines est inhérent à la transformation structurelle.

16. Il a été souligné que la transformation structurelle est un phénomène ambigu. En effet, les revenus moyens par habitant augmentent parce que des ressources sont réaffectées à des secteurs plus productifs de l'économie mais cette transformation ne peut pas à elle seule mettre en œuvre un développement inclusif et généralisé sans des politiques spécifiques visant à changer profondément l'agriculture et les zones rurales. Pire, elle crée un écart croissant entre les revenus ruraux et urbains dû aux disparités de productivité et de niveau de vie. L'écart de productivité est visible dans les résultats de la transformation structurelle enregistrés dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord où, en 2015, 20 pour cent de la population active employée dans l'agriculture n'a produit que 5 pour cent du PIB.

17. Cet écart apparaît lorsque l'on trace le graphe de la productivité de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture et dans d'autres secteurs sur de longues périodes. La figure 4 illustre l'écart qui existe entre la productivité du travail (valeur ajoutée par travailleur et par année) dans l'agriculture et dans d'autres secteurs. En 2015, dans les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, un ouvrier agricole moyen a créé chaque année des produits d'une valeur de 3 400 USD, soit environ un tiers de la richesse créée par un travailleur moyen en dehors de l'agriculture. Les différences importantes de productivité du travail indiquent que les salaires moyens de ceux qui sont employés dans l'agriculture sont probablement très inférieurs à ceux des travailleurs qui ont un emploi dans d'autres secteurs.

Figure 4. Écart de productivité entre les zones rurales et urbaines: productivité du travail dans l'agriculture par rapport à d'autres secteurs, pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord, 1980-2015



Source: CNUCED, 2017.

18. Les zones rurales de la région Proche-Orient et Afrique du Nord affichent généralement des taux de pauvreté monétaires plus élevés que les zones urbaines, ce qui s'explique en partie par les salaires plus bas proposés dans l'agriculture. En moyenne, la pauvreté rurale est environ deux fois plus élevée que la pauvreté dans les zones urbaines (tableau 4).

Tableau 4. Pauvreté monétaire: Taux de pauvreté rurale et urbaine en fonction du seuil de pauvreté national dans plusieurs pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord

	Taux de pauvreté rurale (en pourcentage)	Taux de pauvreté urbaine (en pourcentage)	Année
Algérie	4,8	5,8	2011
Égypte	32,3	15,3	2010
Iraq	30,6	14,8	2012
Jordanie	16,8	13,9	2010
Maroc	14,4	4,8	2007
Mauritanie	59,4	20,8	2008
République arabe syrienne	36,9	30,8	2007
Soudan	57,6	26,5	2009
Yémen	40,1	20,7	2005

Source: Banque mondiale (2018).

B. L'écart entre les zones rurales et urbaines est aggravé par le manque d'accès à l'éducation, aux soins et à un niveau de vie décent

19. L'écart entre les revenus ruraux et urbains se creuse en raison des disparités d'accès à l'éducation, aux soins, au logement et à d'autres services publics. Dans la plupart des pays, il est de 3 à 20 fois plus difficile d'accéder à ces services dans les zones rurales. Les indicateurs d'évaluation de la pauvreté donnent une indication sur les aspects de la pauvreté qui ne sont pas pris en compte dans les estimations de la pauvreté monétaire. Le tableau 5 définit divers indicateurs de ce type par région, tandis que les tableaux 6 et 7 présentent la part des résidents ruraux et urbains qui répondent aux définitions de la pauvreté présentées au tableau 5. Toutes les données proviennent d'enquêtes nationales sur la population, la santé et le niveau de vie réalisées par les gouvernements des différents pays examinés.

Tableau 5. Indicateurs d'évaluation de la pauvreté

Domaine d'évaluation de la pauvreté	Indicateur	Les membres du ménage sont pauvres si...
Éducation	Nombre d'années de	Aucun membre du ménage n'a terminé l'enseignement secondaire.
	Assiduité scolaire	Un enfant d'âge scolaire n'est pas scolarisé ou s'il accuse un retard scolaire d'au moins 2 ans.
Santé	Mortalité infantile	Un enfant de moins de 60 mois est décédé dans la famille pendant la période de 5 ans précédant l'enquête.
	Nutrition	Un enfant (de 0 à 59 mois) est atteint d'un retard de croissance, ou si un adulte est sous-alimenté.
Services publics et logement	Électricité	Le ménage n'a pas d'électricité.
	Assainissement	Les ménages n'ont pas accès à un système d'assainissement amélioré conforme aux cibles des ODD, ou ce système est amélioré mais partagé avec d'autres ménages.
	Eau potable	Le ménage n'a pas d'eau courante dans le logement ou la cour.
	Sol/toit	Le sol est en terre, recouvert de sable ou de résidus, rudimentaire ou en ciment; le toit est absent ou recouvert de chaume, de feuilles de palmier, d'herbe, de nattes rustiques, de feuilles de palmier, de bambou, de planche de bois, de carton.

Sources: CESAO, 2017

Tableau 6. Proportion de populations rurales et urbaines privées d'accès aux services éducatifs et médicaux (pourcentage)

	Non accès à l'éducation				Non accès aux soins de santé			
	Nombre d'années de scolarité		Assiduité scolaire		Mortalité infantile		Nutrition	
	Zones	Zones	Zones	Zones	Zone	Zones	Zone	Zone
Algérie	1,5	0,3	1,5	0,5	1,5	0,5	0,4	0,2
Égypte	2,1	0,9	3,2	1,7	2,6	1,3	1,4	0,7
Iraq	7,7	2,4	17,5	6,3	10,5	5,1	5,9	2,5
Jordanie	0,1	0,1	1,2	0,6	1,2	1,5	1,0	1,3
Maroc	25,6	1,9	13,2	1,1	11,8	1,4	2,7	0,3
République arabe syrienne	3,1	1,3	4,4	2,5	2,3	1,3	2,2	1,0
Soudan	31,0	7,8	28,5	7,9	18,4	12,6	29,0	12,5
Tunisie	1,9	0,1	1,6	0,0	1,4	0,1	0,4	0,0
Yémen	17,9	3,3	32,7	11,5	21,5	10,7	41,8	15,4

Source: Alkire et Robles, 2017.

Tableau 7. Proportion de populations rurales et urbaines privées d'accès aux services publics et à des logements décentes (pourcentage)

	Électricité		Installations sanitaires		Eau potable		Revêtement de sol	
	Zones	Zones	Zones	Zones	Zones	Zones	Zones	Zones
Algérie	0,7	0,1	1,5	0,2	1,2	0,2	0,7	0,1
Égypte	0,1	0,0	0,8	0,0	0,2	0,0	0,9	0,1
Iraq	2,2	0,0	4,2	0,4	7,6	0,3	6,4	0,3
Jordanie	0,3	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,0
Maroc	10,3	0,3	17,6	0,4	23,9	0,4	17,8	0,2
République arabe syrienne	0,1	0,0	1,5	0,3	1,7	0,3	2,0	0,3
Soudan	55,3	15,3	57,8	21,4	45,6	16,2	63,3	27,5
Tunisie	0,5	0,0	1,9	0,0	1,6	0,0	0,2	0,0
Yémen	27,3	1,2	47,2	6,1	36,6	7,0	33,3	3,3

Source: Alkire et Robles, 2017.

C. Importance de l'écart entre les zones rurales et urbaines

20. Le processus d'industrialisation crée inévitablement un écart entre les zones rurales et urbaines car l'agriculture à faible productivité peine à rattraper les secteurs de l'industrie et des services, qui se développent plus rapidement. Cependant, nombreux sont les pays qui ont réduit, voire éliminé, cet écart en appliquant des politiques axées sur le développement agricole, l'aménagement du territoire et l'investissement dans les infrastructures. Le maintien et le creusement de cet écart relèvent donc de la négligence.

21. Il est possible que cette négligence soit due en partie au fait que les politiques qui visent l'agriculture et les agro-industries sont souvent conçues dans une optique purement sectorielle dans la mesure où les décideurs considèrent que le développement agricole et rural ne profite qu'à un secteur dont l'importance est décroissante dans l'économie. En se focalisant sur le PIB, ils sous-estiment largement l'importance de l'agriculture et des zones rurales dans l'économie et ne se rendent pas compte

à quel point l'écart entre les zones rurales et urbaines fausse la transformation structurelle. Certes, cette transformation, qui est une caractéristique fondamentale du développement, a augmenté les revenus moyens par habitant mais elle a aussi contribué à l'aggravation de la pauvreté et du chômage structurel. En effet, la faiblesse des salaires et la plus grande pauvreté observées dans les zones rurales entravent le développement économique et font partie de la série complexe de facteurs interdépendants et de facteurs structurels qui ont entraîné un exode massif de ruraux à la recherche de meilleures conditions de vie. Malheureusement, la plupart des migrants ne sont pas en mesure de trouver des emplois formels dans les zones urbaines et restent donc au chômage ou trouvent un emploi dans le secteur des services informels où la productivité est également très faible. L'écart entre les zones rurales et urbaines entraîne ainsi un transfert de la pauvreté des zones rurales vers les zones urbaines sans contribuer pour autant au développement des unes ou des autres.

22. La transformation structurelle particulière de la région Proche-Orient et Afrique du Nord a peut-être engendré un taux de chômage élevé mais l'écart entre les zones rurales et urbaines le maintient et l'aggrave. L'incapacité à combler cet écart est une conséquence directe de décennies de négligence en matière de politique de développement agricole et rural, les pouvoirs publics préférant privilégier des politiques de sécurité alimentaire visant à encourager la production de blé et d'autres produits de base. Ces politiques de sécurité alimentaire, fondées sur l'amélioration de l'autosuffisance en produits de base, ont empêché l'agriculture de se diversifier et de créer des produits à forte valeur ajoutée qui ont un rôle essentiel dans l'augmentation des revenus agricoles et des exportations et la résorption du chômage, notamment grâce au développement de l'industrie alimentaire à forte intensité de main-d'œuvre. Il faut donc, pour réduire le chômage dans la région, appliquer des politiques visant fondamentalement à combler l'écart qui existe entre les zones rurales et urbaines sur le plan des moyens d'existence et du développement, et trouver d'autres moyens, plus novateurs, de créer des possibilités d'emploi répondant aux besoins et aux aspirations spécifiques des jeunes ruraux, notamment en exploitant le potentiel de développement que représente les migrations dans les zones rurales d'origine.

V. Politiques visant à éliminer l'écart entre les zones rurales et urbaines: vers une transformation rurale inclusive et un développement durable

23. L'écart entre les zones rurales et urbaines ne peut pas se réduire de lui-même. En examinant des exemples de transformations réussies de l'agriculture, Tsakok (2011) a constaté que tous les pays qui ont un secteur agricole important ont réussi à combler cet écart en appliquant des politiques ciblées et volontaristes. Ces politiques peuvent être divisées en trois groupes: les politiques axées sur la transformation de l'agriculture, le développement rural (ou territorial) et l'amélioration des services publics dans les zones rurales.

A. Politiques axées sur la transformation de l'agriculture

24. La transformation de l'agriculture désigne la transition entre une agriculture essentiellement de subsistance et des systèmes de production fortement diversifiés à vocation commerciale. Au niveau de l'exploitation, le processus comprend la diversification des associations de cultures et le passage à des cultures à plus forte valeur ajoutée, ainsi qu'à l'élevage et l'élevage laitier. Cette double évolution impose l'utilisation de méthodes de production et de commercialisation plus perfectionnées. Certes, les produits à plus forte valeur ajoutée exigent des investissements plus élevés, des moyens de transport améliorés, une transformation et un emballage de qualité supérieure et de meilleures pratiques agricoles, mais ils permettent également d'obtenir des revenus plus importants. La transformation de l'agriculture a donc un effet d'entraînement économique dans les zones rurales. Les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans ce processus qui consiste à fournir des biens publics, notamment des infrastructures (routes, chemins de fer, marchés-terminaux, installations de stockage, etc.), à tirer profit des services de recherche et de vulgarisation agricoles et à appliquer des normes et des règlements concernant la qualité, la transformation et la sécurité sanitaire des aliments. Ils ont également pour tâche essentielle de créer un environnement propice aux activités menées par les fournisseurs de services du secteur privé, les organisations de producteurs et la société civile en vue de fournir un large éventail de services

techniques, financiers et commerciaux qui sont nécessaires pour aider les petits exploitants à accéder aux marchés et à commercialiser leurs produits.

25. Les politiques de transformation de l'agriculture vont bien au-delà des politiques agricoles et agro-industrielles. En analysant les transformations agricoles réussies et non réussies dans le monde, Tsakok (2011) a noté cinq conditions générales qui ont permis de réussir la transition: 1) un cadre stable de stabilité macroéconomique et politique et de maintien de la paix; 2) un système efficace de transfert de technologie qui permet de transmettre les messages des scientifiques et des vulgarisateurs à la majorité des agriculteurs; 3) l'accès à des marchés lucratifs et en expansion, de sorte que les investissements dans l'agriculture procurent une bonne rentabilité; 4) un système de droits d'usufruit qui récompense l'initiative individuelle; et 5) la création d'emplois dans les secteurs non agricoles. Nous pouvons également ajouter 6) la fourniture de biens publics par le gouvernement pour favoriser la modernisation de l'agriculture et de la production alimentaire, tels que des routes, des réseaux de chemin de fer, des marchés-terminaux et des installations de stockage, ainsi que l'application des normes et règlements en matière de qualité, de transformation et de sécurité sanitaire des aliments. Une autre dimension doit être prise en compte dans les politiques, celle du renforcement du rôle des organisations de producteurs et de leur capacité à fournir des services et à mettre en relation les producteurs avec les marchés d'intrants et d'extrants. D'autres aspects ne doivent pas non plus être négligés, notamment le rôle d'intermédiaire dans la conclusion d'accords bénéficiant aux petits exploitants et l'adoption de mécanismes améliorés en faveur de l'inclusion financière. Les mécanismes d'agriculture contractuelle et de sous-traitance sont au cœur de la plupart des initiatives visant à développer des pôles de croissance, des agropoles et des zones économiques spéciales (ZES). Ils peuvent bénéficier, dans le cadre de stratégies de développement agroterritorial, de lignes de crédit spécifique pour aider les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires qui ont des difficultés à souscrire des assurances et des crédits.

26. L'éducation est un élément central du virage technique pris par l'agriculture, que ce soit pour former les agriculteurs et les transformateurs de produits agricoles mais aussi le personnel des établissements de recherche et de vulgarisation et d'autres prestataires de services. Toutefois, le système d'enseignement agricole qui existe actuellement dans les pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord ne prépare pas suffisamment les étudiants à une carrière dans le secteur agroalimentaire. Il est donc nécessaire de réformer les collèges et établissements supérieurs agricoles afin de former des diplômés qui sont spécialisés dans l'agriculture et le développement rural et suffisamment qualifiés pour relever les défis actuels et futurs. Il faut pour cela réformer la gouvernance universitaire, les méthodes d'enseignement, les programmes d'études et renforcer la collaboration avec les communautés et le secteur privé.

27. Outre l'éducation, il est nécessaire de relancer la recherche et la vulgarisation agricoles. Il conviendrait également de collaborer avec d'autres prestataires de services, des organisations de producteurs et de jeunes, ainsi que des associations de migrants et de diasporas, afin de faciliter le développement de petites entreprises au niveau des villages, la création de plateformes d'innovation pour les produits agricoles, les produits de l'élevage, les fruits, les légumes, la volaille et les petits ruminants et encourager le développement de villes rurales qui peuvent servir de pôles d'attraction pour les marchés de produits et les activités agroalimentaires. Les plateformes d'innovation agricole jouent un rôle particulièrement utile pour les femmes et les jeunes car elles contribuent à créer des emplois et donc à ralentir l'exode rural excessif, en particulier chez les jeunes. Mais ces plateformes supposent de redéfinir le rôle de la recherche et de la vulgarisation et de tenir compte de la pluralité des acteurs et des prestataires de services qui contribuent au développement de l'économie rurale.

28. Les expériences d'autres pays montrent qu'une transformation de l'agriculture fondée sur des changements techniques peut générer de la croissance, favoriser la diversification des produits et accélérer la réduction de la pauvreté rurale. Au Brésil et au Chili, dans les années 1970 et 1980, les pouvoirs publics ont mené des politiques de réforme axées sur l'amélioration des incitations dans le secteur agricole. Il s'agit notamment de la réforme agraire, de l'élimination des monopoles publics d'achat de produits et de l'ouverture de l'agriculture au commerce, autant de facteurs qui ont permis d'augmenter les revenus dans les zones rurales et de diminuer la pauvreté dans ces zones (FAO, 2017).

Au Chili, la diversification des produits commercialisés par les petites exploitations agricoles, tels que les fruits, les légumes et le vin, a contribué de manière significative à réduire la pauvreté et à créer de l'emploi rural dans les régions centrales, ce qui a fait baisser les taux de migration entre les zones rurales et urbaines. Valdes et Jara (2008) notent que ces évolutions résultent en grande partie de la forte intensité de main-d'œuvre de la production et des exportations horticoles, un secteur qui emploie plus de main-d'œuvre par tonne que des produits de substitution aux importations tels que le blé et le sucre. Entre 1987 et 2000, le taux national de pauvreté est tombé de 45 à 20 pour cent et le taux de pauvreté rurale est passé de plus de 50 pour cent à 23 pour cent (Valdes et Jara, 2008).

29. En 1978, la Chine a lancé ses réformes économiques dans l'agriculture et a enregistré des réductions sans précédent de la pauvreté. Les réformes agricoles ont permis de mettre en place des mesures incitatives ambitieuses pour stimuler la production des petites exploitations agricoles et sortir les zones rurales de la pauvreté, notamment en instituant des droits d'utilisation des terres incontestables, en libéralisant partiellement les prix et en augmentant les prix d'achat publics. Ces réformes ont eu pour effet de doper les revenus ruraux, qui ont augmenté de 15 pour cent par an entre 1978 et 1984, et fait chuter la pauvreté rurale, qui est passée de 76 pour cent en 1980 à 20 pour cent en 1985 et à 12 pour cent en 2001 (Banque mondiale, 2007). Elles ont d'abord visé l'agriculture puis l'industrialisation des zones rurales, le commerce et les zones urbaines, ce qui a entraîné une baisse des taux de pauvreté nationaux de 53 pour cent en 1981 à 8 pour cent en 2001.

B. Politiques de développement rural (ou territorial)

30. L'agriculture dépend d'autres secteurs, en amont et en aval, pour gagner les marchés qui sont en croissance dans les zones urbaines. C'est pourquoi les politiques qui visent à éliminer l'écart entre les zones rurales et urbaines ne peuvent pas se concentrer uniquement sur les changements techniques dans le domaine de l'agriculture mais doivent s'appuyer sur la transformation agricole afin de développer le secteur agroalimentaire et les agro-industries tout au long de la filière, des fournisseurs d'intrants en amont jusqu'aux secteurs de la transformation, de l'emballage, du transport et du commerce de détail en aval. Ce point est d'autant plus important que le secteur industriel de la région Proche-Orient et Afrique du Nord absorbe beaucoup moins de main-d'œuvre que dans d'autres régions et offre donc moins de possibilités d'emploi (figure 3). L'accent mis sur la transformation de l'agriculture et des agro-industries est une stratégie de croissance à forte intensité de main-d'œuvre ainsi qu'une stratégie de croissance favorable aux pauvres, car la pauvreté est essentiellement rurale dans cette région (tableau 4). Dans le cadre d'une stratégie visant à améliorer les moyens d'existence dans les zones rurales, une approche territoriale renforcerait les liens ruraux avec les villes moyennes et les villes rurales afin de mettre en relation les producteurs, les transformateurs des agro-industries et les prestataires de services secondaires non agricoles, ainsi que les autres segments aval des chaînes de valeur alimentaires; elle permettrait également d'utiliser au mieux les nouvelles liaisons rurales-urbaines découlant de la dynamique migratoire.

31. Dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les entreprises de transformation des aliments, qui sont souvent petites et faiblement productives, ont peu de marge de progression car elles dépendent d'exploitations qui ont elles aussi une faible productivité et ne sont pas en mesure de leur fournir des produits de façon prévisible (Breisinger, et al., 2017). Les politiques de soutien à l'agriculture ainsi que les liens entre l'agriculture et les transformateurs de produits agricoles jouent un rôle fondamental dans la création d'emplois non agricoles dans les zones rurales. Mais il faut pour cela créer des infrastructures et des services, mettre en place des processus de planification et de consultation avec les administrations locales et les entreprises, développer un large éventail de services d'appui technique, financier et commercial, mobiliser des prestataires de services de divers secteurs et renforcer l'action collective et les organisations de producteurs dans les zones rurales. Les gouvernements des pays d'Amérique latine ont reconnu qu'il était nécessaire d'adopter une approche territoriale du développement rural pour atténuer la pauvreté rurale et réduire les disparités de niveaux de vie entre les zones rurales et urbaines. La planification du développement territorial rural au Mexique vise à favoriser le développement endogène par la création de «micropoles de développement» et le Plan national pour le développement rural au Brésil a pour but d'améliorer l'accès aux marchés et d'inciter les petits agriculteurs à diversifier

leurs activités (FAO, 2017). Parmi les exemples d'outils de développement agroterritorial, on peut citer les corridors agricoles et les agropoles, mais l'objectif fondamental de ces outils est d'élaborer un mode de planification consultative multipartite qui implique la participation des administrations locales, régionales et nationales, des entreprises et des communautés. Une telle planification a pour but de renforcer les liens entre les zones rurales et urbaines et de créer des emplois ruraux (FAO, 2017).

C. Politiques d'amélioration des services publics dans les zones rurales

32. L'accent mis de longue date sur les zones urbaines et l'industrie a conduit les autorités à négliger les infrastructures rurales de base, notamment l'éducation et la santé, et à sous-investir dans des services publics aussi essentiels que la fourniture d'électricité et d'eau potable et l'assainissement (tableaux 6 et 7). L'écart qui existe entre les zones rurales et urbaines en matière d'éducation, de santé et de services publics prive les habitants des zones rurales des possibilités offertes aux citadins. La médiocrité des services publics (éducation, santé, etc.) freine le développement des zones rurales, décourage les investisseurs privés et ne permet pas de réduire l'écart entre les zones rurales et urbaines en matière de revenus et d'emploi.

33. Le développement rural commence au niveau des communautés, ce qui suppose de construire des infrastructures sociales et matérielles et de mettre en place des services financiers. Les investissements publics dans les routes, les réseaux de distribution d'électricité, les systèmes d'assainissement et les installations d'approvisionnement en eau, voire d'autres infrastructures de base, peuvent contribuer au processus de développement des zones rurales en fournissant les biens publics qui sont nécessaires pour attirer les investisseurs. Les politiques devraient également viser à améliorer l'accès aux services professionnels de transfert de fonds dans les zones rurales et à imposer une réduction des coûts de transaction et la fourniture de services plus rapides. Il faudrait parallèlement faciliter l'accès aux services financiers et donner aux migrants et leurs familles, notamment les jeunes, des connaissances dans ce domaine afin de les aider à économiser davantage et à investir dans des stratégies d'amélioration de l'agriculture et de création de moyens d'existence durables. Les interventions devraient s'appuyer sur un éventail de mesures générales visant à améliorer le climat d'investissement global et les instruments de financement ad hoc des activités agricoles menées par les familles de migrants et la diaspora (par exemple les prêts liés à des envois de fonds et les obligations de la diaspora) ou les rapatriés. Il est également essentiel de doter ces populations particulières de compétences «mobiles» qu'elles peuvent reproduire dans leur pays d'origine. Il serait bon par ailleurs de réaliser des études de marché pour recenser les systèmes de transfert les plus adaptés aux besoins des zones rurales; par exemple, les transferts d'argent mobile pourraient être une option attrayante pour les zones rurales reculées où de nombreux destinataires possèdent un téléphone mobile. Des accords de collaboration pourraient être conclus avec des prestataires de services pour développer des services financiers à des prix abordables dans les zones rurales (FAO, 2016). Il est crucial que les communautés, les pouvoirs publics, la société civile et le secteur privé participent conjointement au recensement de projets de développement et à leur financement. Une telle collaboration crée du capital physique et du capital social, qui sont tous deux attrayants pour les investisseurs privés et devraient avoir des effets multiplicateurs économiques à long terme.

VI. Conclusions

34. Le chômage qui sévit dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord est en partie imputable à l'écart qui existe entre les zones rurales et urbaines et à la trajectoire spécifique de la transformation agricole. Il faut, pour résoudre le problème du chômage, notamment celui qui frappe les jeunes, élaborer un ensemble de politiques cohérentes qui s'appliquent à de nombreux secteurs, notamment l'agriculture, le développement rural, la démographie, l'éducation, les infrastructures, la sécurité alimentaire et le commerce, ainsi que les migrations, l'environnement et le changement climatique.

35. Les politiques visant à éliminer l'écart entre les zones rurales et urbaines et à exploiter au maximum les possibilités offertes par la transformation de l'agriculture sont un point de départ qui permet d'élaborer un programme de développement rural inclusif qui a longtemps été éclipsé par les

politiques alimentaires qui ont favorisé les cultures de base sans tenir compte des avantages de la chaîne de valeur agricole et du contexte du développement territorial.

36. Les gouvernements des pays de la région auront tout avantage à donner la priorité aux stratégies de transformation agricole qui sont fondées sur des données factuelles et aux politiques de développement territorial qui ont pour but de combler l'écart entre les zones rurales et urbaines. Ces politiques et stratégies peuvent contribuer dans une large mesure à éliminer la pauvreté dans les zones rurales et urbaines, à créer des emplois pour les jeunes et, plus globalement, à réaliser les objectifs de développement durable.

Bibliographie

Alkire, S. et Robles, G. 2017. “Multidimensional Poverty Index Summer 2017: Brief methodological note and results.” OPHI Methodological Note 44, University of Oxford (<http://ophi.org.uk/multidimensional-poverty-index/global-mpi-2017/mpi-data/>).

Banque mondiale. 2017. Doing Business: mesurer la réglementation des affaires, distance de la frontière, 2010–17. (<http://www.doingbusiness.org/data/distance-to-frontier>).

Banque mondiale. 2018. Indicateurs du développement dans le monde (<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=world-development-indicators>), page consultée le 3 décembre 2017.

Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde: l'agriculture au service du développement* [abrégé] (Washington, DC, Banque mondiale).

Breisinger, C., Nin Pratt, A., El-Anbaby, H., Figueroa, J. et ElDidi, H. 2017. “Economic transformation, agricultural transition and food security in MENA: what are the lessons for sustainable development strategies?” Document d’information élaboré pour le rapport *The State of Food and Agriculture 2017: Leveraging food systems for inclusive rural transformation*.

Doi, Y., McKenzie, D. et Zia, B. 2014. “Who you train matters: Identifying complementary effects of financial education on migrant households”. *Journal of Development Economics*, 109: 39–55.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE): 2017. *Interactions entre politiques publiques, migrations et développement* (Paris, OCDE)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2016. *Addressing rural youth migration at its root causes: a conceptual framework* (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/3/a-i5718e.pdf>)

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2017. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2017. Mettre les systèmes alimentaires au service d'une transformation rurale inclusive* (Rome, FAO) (<http://www.fao.org/publications/sofa/en/>).

Organisation internationale du travail (OIT). 2017. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017* [Résumé analytique] (Genève, OIT).

Timmer, C. 2009. *A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective* (Washington, D.C., AEI Press).

Tsakok, I. 2011. *Success in Agricultural Transformation: what it means and what makes it happen* (Cambridge, Cambridge University Press).

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). 2017. UNCTADStat (http://unctadstat.unctad.org/wds/ReportFolders/reportFolders.aspx?sCS_ChosenLang=en), accessed 3 December 2017.

Valdes, A. et Jara, E. 2008. “Chile” in Anderson, K. et Valdes, A., eds., *Distortions to Agricultural Incentives in Latin America*, pp. 119-158 (Washington, DC, World Bank) (http://siteresources.worldbank.org/INTTRADERESEARHC/Resources/544824-1146153362267/LAC_overview_0708.pdf).